

Les relations UE-Turquie : quel avenir ?

jeudi 24 novembre 2016, par [Jean MARCOU](#), [Touteleurope.eu](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Jean MARCOU](#), [Touteleurope.eu](#), **Les relations UE-Turquie : quel avenir ?**,
Diploweb.com : la revue géopolitique, 24 novembre 2016.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Depuis le coup d'Etat raté du 15 juillet 2016, la répression n'en finit plus de mettre en péril l'Etat de droit en Turquie. Dans le cadre de l'état d'urgence instauré à la suite de ce putsch manqué, plusieurs dizaines de milliers de fonctionnaires, journalistes, chefs d'entreprise ou encore enseignants ont été arrêtés ou ont vu leurs biens saisis. La plupart sont suspectés d'être liés à Fethullah Gülen, prédicateur installé aux Etats-Unis, accusé d'être à l'origine du coup d'Etat. Dans le même temps, neuf députés pro-kurdes ont également été placés en détention, le régime de Recep Tayyip Erdogan les accusant de financer le PKK, organisation politique kurde considérée comme terroriste.

Face à cette dérive autoritaire et ces atteintes aux droits de l'homme, l'Union européenne multiplie les condamnations morales. Au risque de dégrader les relations déjà sensibles avec Ankara. Comment les relations UE-Turquie sont-elles susceptibles d'évoluer ? Jean Marcou, spécialiste de la Turquie et professeur à Sciences Po Grenoble, répond aux questions de Touteurope.eu.

Le Diploweb.com dans le cadre de son partenariat avec Touteurope.eu est heureux de vous présenter cette vaste réflexion sur les relations entre la Turquie et l'Union européenne.

Touteurope.eu : L'Union européenne a-t-elle les moyens de faire pression sur Recep Tayyip Erdogan pour qu'il mette fin à la dérive autoritaire de son régime ?

Jean Marcou : Il y a quelques jours, un éditorial de la presse turque comparait l'Union européenne à un policier placé à un carrefour où énormément d'infractions se produisent, mais totalement impuissant à les relever parce qu'il y en a trop. C'est ainsi depuis quelques semaines pour l'Union européenne, qui ne semble plus vraiment avoir d'autorité ou d'influence sur Ankara.

Les déclarations des responsables turcs, notamment depuis le mois de septembre, sont des postures de défi permanent à l'égard des institutions et des valeurs européennes. Quelques exemples : lors de l'ouverture d'une session parlementaire, le Premier ministre Erdogan a déclaré que l'Union européenne devait clairement faire savoir si elle voulait ou non de [la Turquie](#). Lors de l'inauguration de la gare TGV d'Ankara, il a affirmé qu'il était très confiant concernant le rétablissement de la peine de mort et ajouté qu'il la ratifierait si elle était votée par le Parlement et que son pays n'avait pas à tenir compte des réactions de l'Union européenne.

A la suite de l'arrestation des journalistes de *Cumhuriyet* fin octobre 2016, alors que le président du Parlement européen Martin Schulz déclarait que la Turquie était en train de franchir des lignes rouges, le Premier ministre Binali Yildirim a dénié à l'Europe le droit de fixer de telles limites à la Turquie, expliquant qu'elle ne relevait désormais que de la volonté de ses propres représentants.

Enfin, le 6 novembre 2016 a eu lieu l'arrestation des députés du HDP, la 3e force politique du Parlement, dont les deux leaders du parti. Erdogan a de nouveau affirmé que toutes les critiques faites après l'arrestation de ces députés, en particulier les déclarations, articles et dessins satiriques le traitant de dictateur dans la presse européenne, ne l'affectaient pas car

son pays était entré dans une phase où il ne tenait plus compte des critères de l'Union européenne et ambitionnait de suivre ses propres inclinations.

Ce qui est symptomatique, c'est que [le processus de négociation avec l'Union européenne et le respect d'un certain nombre de critères est présenté par le gouvernement turc comme une sorte d'atteinte à la souveraineté de la Turquie](#). Les dirigeants turcs prennent ainsi des postures critiques, voire de défi vis-à-vis de l'UE, et répètent que le peuple décide et que les critères européens ne comptent plus.

L'accord sur les migrants signé entre l'Union européenne et [la Turquie](#) survivra-t-il à l'escalade diplomatique entre Bruxelles et Ankara ?

Telle que perçue par [la Turquie](#), la levée des visas était l'acquis le plus palpable de l'accord. Il y avait déjà un contentieux sur l'affaire parce que l'accord de réadmission de décembre 2013 [par lequel la Turquie a accepté de réadmettre les migrants illégalement entrés dans l'Union européenne depuis son territoire, ndlr] avait aussi promis une suppression des visas à terme. Cela est maintenant compromis par le refus de la Turquie d'assouplir sa législation sur le terrorisme. Il est vrai que, dans ce que la Turquie appelle "terrorisme", il y a la lutte contre toute organisation censée être rattachée à Fethullah Gülen et au PKK, ce qui peut englober n'importe qui. Le paradoxe est que des Etats européens ont rigidifié leurs mesures contre le terrorisme et la Turquie joue sur ce point.

La Turquie menace effectivement de ne pas continuer à appliquer l'accord si les promesses ne sont pas tenues, ce qui effraye beaucoup parmi les Européens. Dans le même temps, cet accord, qui a aussi permis de mobiliser les forces de l'OTAN pour contrôler ce qui se passait en mer Egée, n'a pas profité qu'aux Européens. S'il a abouti en quelques semaines à l'arrêt des migrations vers les îles grecques, il a également permis à la Turquie de reprendre le contrôle de ses frontières. C'est ce que l'on constate aussi maintenant avec la construction d'un mur sur la frontière syrienne, qui va être achevé l'année prochaine.

D'autre part, l'accord a aidé la Turquie à mettre un terme à une crise humanitaire, qui ne menaçait pas seulement l'Europe. L'Etat turc a effectivement dû faire face à une crise humanitaire massive sur ses côtes égéennes où des milliers de réfugiés ont commencé à vouloir rejoindre l'Europe par la mer et de nombreuses embarcations ont chaviré. La Turquie prendra-t-elle le risque de rouvrir cette crise si l'Europe n'applique pas toutes ses promesses ? C'est effectivement une question que l'on peut se poser, mais cela reviendrait pour elle à jeter le bébé avec l'eau du bain.

Touteurope.eu : Plus généralement, l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne a-t-elle encore un avenir ?

Jean Marcou : Actuellement, elle est très compromise au vu des dernières déclarations d'Erdogan. Il y a une sorte de jeu polémique permanent. La Turquie dit à [l'Union européenne](#) : "Il faut que vous nous disiez que vous ne voulez pas de nous" et cette dernière répond "Mais non, nous avons ouvert un processus et nous le maintenons. C'est à vous de décider". Il faut donc voir comment va se terminer cette polémique. Erdogan a effectivement expliqué qu'il fallait que l'Europe se décide et qu'en tout état de cause, il allait organiser un référendum sur l'adhésion à l'Union européenne.

Il faut aussi rétablir le débat dans les équilibres stratégiques. Nous ne savons pas encore ce qui va se passer, à plus forte raison parce que l'élection de Donald Trump rebat les cartes. Ces critiques et cette posture de défi à l'égard [des Européens](#) s'est faite aussi vis-à-vis des Américains, notamment dans le cadre de l'OTAN, pour des raisons qui tenaient notamment au soutien des Kurdes syriens par les Etats-Unis et qui ne tiennent donc pas à l'Union européenne. Dans ce cadre-là, la Turquie a même donné l'impression qu'elle se rapprochait de la Russie. Nous pouvons nous demander à quel jeu elle joue.

S'agit-il d'une véritable volonté de rompre ? La Turquie prendrait des risques énormes parce que son alliance avec les Occidentaux reste structurante et centrale dans sa politique étrangère. Dans le contexte des crises syrienne et irakienne, je vois mal une rupture ou un renversement d'alliance avec la Russie, parce que la relation entre Erdogan et Poutine ne paraît pas très sérieuse. Nous savons par ailleurs que la Turquie et la Russie ont des positions très éloignées sur de nombreux dossiers, que ce soit à propos de l'Ukraine avec les Tatars de Crimée, du Caucase où la Turquie soutient l'Azerbaïdjan et la Géorgie alors que la Russie est du côté de l'Arménie ou encore du Moyen-Orient et plus particulièrement sur la Syrie. Elles ont même des positions pouvant les amener à entrer en conflit très rapidement.

En revanche, je pense que cette attitude de défi vis-à-vis des Occidentaux vise à revaloriser stratégiquement la position de la Turquie, en disant "attention, vous avez un partenaire stratégique qui vous est essentiel et vous ne devez pas le perdre". Cette démarche est sans doute applicable pour la relation avec les Américains, y compris dans le contexte actuel de l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. D'ailleurs, nous avons vu Erdogan se réjouir de cette élection, affirmant que cela ouvrait une nouvelle période et que Trump défendait des positions beaucoup plus favorables à la Turquie que celles d'Hillary Clinton.

Depuis très longtemps, la Turquie a su valoriser sa position stratégique. Elle a été évidente pendant la Guerre froide, elle l'est un peu moins aujourd'hui, mais les Turcs savent très bien la faire valoir. Il faut maintenant voir comment va évoluer la situation de l'OTAN, quelle sera la position de Trump vis-à-vis des Occidentaux et comment la Turquie va se positionner par rapport à tout cela.

Concernant l'Union européenne, le problème est [l'impasse de la candidature turque](#) et de savoir si cette dernière peut être éternelle. Les Européens ont l'impression que la Turquie ne peut pas entrer dans l'Union européenne mais ne veulent pas non plus qu'elle sorte de sa position de candidate. La Turquie a-t-elle les moyens politiques de rompre le processus d'adhésion ? L'idée d'un référendum pourrait constituer une sortie honorable, puisqu'il permettrait d'affirmer qu'étant donné que le peuple ne le désire pas, le processus ne sera pas poursuivi.

Touteurope.eu : Si la Turquie venait à se détourner de l'Europe, vers qui se tournerait-elle ?

Jean Marcou : C'est tout le problème. [La Turquie](#) n'a pas vraiment d'alternative. Même si elle se détourne de l'Europe, elle ne rompra pas avec les Américains. Elle serait dans une relation "à la britannique", finalement. Par ailleurs, les Britanniques ont tenté de se rapprocher de la Turquie depuis le Brexit. Boris Johnson y est allé au mois de septembre et a annoncé la volonté du Royaume-Uni de signer un accord de libre-échange très important. Il y a fait la promotion

de l'économie turque. D'un certain point de vue, les deux pays seraient un peu positionnés de la même manière, ayant des relations particulières avec l'Europe sans en être membres.

Copyright 21 Novembre 2016-Marcou/Touteurope.eu

Cet article a été initialement publié sous le titre "Quel avenir pour les relations UE-Turquie ?" sur le site touteurope.eu le 21 novembre 2016. [Voir la page source](#)

P.-S.

Jean Marcou, spécialiste de la Turquie et professeur à Sciences Po Grenoble. Touteurope.eu est le premier portail français d'information sur les questions européennes.